

Une journée d'élections dans le désordre et la tension

Reynders inquiet : des scrutins crédibles ?

Élément positif. Le ministre belge des Affaires étrangères et de la Défense, Didier Reynders, s'est réjoui dimanche : "L'élément positif, c'est que ces élections ont lieu."

Il s'est cependant inquiété du déroulement apparemment chaotique des scrutins, indiquant qu'il convenait maintenant aux Congolais eux-mêmes de déterminer si ces élections peuvent être considérées comme "correctes" et "crédibles". (Belga)

Amputés d'une partie de l'électorat réputé favorable à l'opposant Martin Fayulu, les scrutins présidentiel et législatifs se sont déroulés dans un désordre certain, dimanche, au Congo. Alors que Beni, Butembo (Nord-Kivu) et Yumbi (Mai-Ndombe) étaient exclus du vote, la société civile a organisé elle-même l'élection à Beni; selon une source d'opposition, policiers et militaires refuseraient de disperser les électeurs.

Ailleurs, les informations parvenues à *La Libre Belgique* rapportaient de nombreux cas d'irrégularité. Certaines semblent dues à la mauvaise organisation de la Ceni (Commission électorale nationale indépendante), d'autres sont clairement volontaires et créaient par endroits une forte tension.

1 Des officiels distribuent de l'argent

Le média congolais Actualités.cd indiquait ainsi dimanche que le gouverneur du Kasai oriental (centre du pays), Ngoy Kasanji (pro-Kabila), était intervenu auprès des électeurs faisant la queue pour voter à Mbuji Mayi, au complexe Mulami Muimpe, distribuant de l'argent en leur demandant de voter pour les candidats de la coalition kabiliste FCC. Des pratiques identiques sont rapportés à *La Libre Belgique* à Kalima (Maniema, centre-est), où le gouverneur a.i. Pascal Omana Bitika passait dans les bureaux de vote avec de l'argent. L'Église catholique rapportait pour sa part qu'à la mi-journée, elle avait reçu de ses observateurs dispersés sur toute l'étendue de la République 44 rapports d'achat de votes.

2 Machines à voter en panne... ou déjà pleines

Selon l'Église catholique, à midi, plus de 500 rapports

■ Les élections présidentielle, législatives nationales et législatives provinciales se sont déroulées dimanche de manière chaotique.

■ Marquées par de nombreuses irrégularités, en partie volontaires, seront-elles crédibles ?

de ses observateurs signalaient des dysfonctionnements des machines à voter que la Ceni a imposées. Les informations reçues par *La Libre Belgique* en signalent ainsi dans la capitale où le centre de vote de l'avenue des Carnas à Limete – fief de Tshisekedi – ne fonctionnait toujours pas à la mi-journée. À Bukavu (Sud-Kivu, est du pays) à l'Institut de Bagira, trois machines à voter sont tombées en panne après moins de deux heures de fonctionnement. À Dimbelenge (Kasai-central, centre), les machines à voter ne fonctionnaient pas du tout, les agents de la Ceni ayant "oublié le mot de passe", selon la source. À l'Institut Bosembo d'Idiofa (Kwilu, Ouest), une machine à voter (qui peut normalement accueillir 600 votes) était déjà remplie au début du vote, nous a-t-on indiqué ; les électeurs n'ont pu l'utiliser. À Masi Manimba (Kwilu), les machines à voter étaient bloquées et les batteries à plat à l'ouverture des bureaux. Au centre de vote Imani Panzi, à l'UEA Bukavu (Sud-Kivu), seuls 8 des 32 bureaux de vote disposaient de machines à voter. Certains bureaux de vote ont fermé avant la fin du temps réglementaire, faute de machines à voter en état de fonctionner.

À Mombele (Kinshasa), on signale que les machines à voter étaient bien en place, mais pas les bulletins de vote.

3 Vol ou trucage ont occasionné des violences

L'Église catholique rapportait à la mi-journée 198 rapports évoquant des actes de vandalisme ou une interruption de vote. Selon Actualités.cd, un policier a tiré à l'école primaire Lurhala, à Walungu (Sud-Kivu), faisant un mort, sur des électeurs qui protestaient contre un homme qui imposait à tout électeur de voter pour Shadary, dauphin du président Kabila ; le policier a été lynché par la foule. Des militaires ont imposé de voter pour le candidat officiel Sha-

dary également dans le Masisi (Nord-Kivu, est du pays), dans les groupements de Buabu et Niabiondo. L'armée et la police ont obligé les électeurs à voter pour Shadary et les candidats FCC aux législatives, à Murimbi et Butate (Rutshuru, Nord-Kivu); ceux qui refusent sont expulsés du bureau de vote. À Mutongo-Walikale (Nord-Kivu), les militaires ont accompagné les électeurs jusque dans les bureaux de vote, les menaçant d'arrestation s'ils ne votent pas pour Shadary. Selon Actualités.cd, un chef de centre a été tabassé parce qu'il voulait sortir avec la machine à voter à l'école Sola Gratia de Kananga (Kasaï-central, centre du pays, ensanglanté en 2016-2017 par la révolte Kamwina Nsapu et la terrible répression menée par le ministre de l'Intérieur d'alors, Emmanuel Ramazani Shadary, aujourd'hui candidat officiel à la Présidence); la police est intervenue et le vote a été suspendu.

Vote suspendu également dans deux centres électoraux d'Inongo (Mai-Ndombe, Ouest), après des destructions de matériel électoral par la population, qui avait constaté, dans un des bureaux, que lorsqu'on votait pour un candidat d'opposition à la Présidence, c'est le candidat officiel, Shadary, qui apparaissait comme choisi.

4 Des bureaux de vote déplacés in extremis

À Goma (Nord-Kivu, est du pays), des centres de vote ont

Des électeurs ont constaté, dans un des bureaux, que lorsqu'on votait pour un candidat d'opposition à la Présidence, c'est le candidat officiel, Shadary, qui apparaissait comme choisi.

été déplacés, ce qui empêchait les gens de voter puisque leur nom ne se trouve pas sur les listes électorales; ils devaient attendre une dérogation. À l'école des Volcans, à Goma, des électeurs n'ont pas trouvé leur nom sur les listes; certains les ont retrouvés sur des listes déchirées, jetées dans des poubelles à l'arrière du bâtiment. Interrogé par les électeurs furieux, un responsable local de la Ceni a expliqué que ces listes portaient de "faux numéros" et les a invités à attendre les "bonnes" listes. À la Nsélé (Kinshasa), beaucoup de listes d'électeurs ont été affichées en retard et nombre de citoyens ont vu leur centre de vote déplacé.

5 Pris avec 21 cartes d'électeurs

Au centre de vote Tumaini d'Ibanda (Bukavu, Sud-Kivu), un homme a été attrapé avec 21 cartes d'électeurs; il s'agirait de duplicata. Le 20 décembre dernier, l'agence de presse officielle ACP signalait que "près de 10 000 cartes-duplicata ont été distribuées au courant du deuxième semestre 2018" par la Ceni au Sud-Kivu, un nombre inhabituel. Ces duplicata sont délivrés normalement à ceux qui perdent leur carte d'électeur. Au centre de vote "Les Chérubins", dans la capitale, un jeune homme a été arrêté avec plusieurs bulletins indiquant un vote en faveur du candidat à la Présidence numéro 13, Shadary, le dauphin du Président.

6 Témoins de l'opposition écartés

L'Église avait reçu à la mi-journée 115 rapports d'observateurs signalant des interdictions d'accès ou l'expulsion d'observateurs et 96 concernant des témoins des partis. La coalition d'opposition Lamuka, qui présente Martin Fayulu pour la Présidence, s'est plainte de ce qu'une partie de ses témoins n'ait pas été accréditée dans le Grand Katanga. À Lubumbashi (Haut-Katanga, Sud-Est), Kisangani (Tshopo, Nord-Est), Mbandaka (Équateur, Nord-Ouest), on signale que, dans plusieurs bureaux de vote, seuls les témoins de la coalition kabiliste FCC ont été admis. À Bandal (Kinshasa), le colonel Mwana Mputu a annoncé qu'à 17 h, tous les témoins devaient partir – et donc ne pas voir le dépouillement.

Marie-France Cros

Dans plusieurs bureaux de vote, seuls les témoins de la coalition kabiliste FCC ont été admis, les autres étant retenus par des militaires.